

Arrêté 2026-T-267

ARRÊTÉ MUNICIPAL REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

réalisation de carottages de chaussée pour analyse amiante/hap – ruelle pierre bot

L'Adjoint au Maire de la commune de GONDECOURT, agissant par délégation du Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-23, L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le Code de la route, notamment ses articles L. 411-1 et suivants et R. 411-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, huitième partie « Signalisation temporaire » ;

VU la demande d'arrêté de police de la circulation (formulaire Cerfa n° 14024*01) en date du 22 octobre 2026, présentée par la société DOMOBAT, Tech Izarbel, 2 allée Théodore Monod, 64210 BIDART, représentée par Monsieur Cyril LAVILLE, pour le compte d'ENEDIS Nord-Pas-de-Calais, 981 boulevard de la République, 59500 DOUAI ;

VU le plan de situation joint à la demande ;

CONSIDÉRANT que la société DOMOBAT doit réaliser, ruelle Pierre Bot à Gondecourt, de petits carottages dans l'enrobé de la chaussée, préalablement à des travaux, afin de procéder à des analyses de recherche d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;

CONSIDÉRANT que ces prélèvements constituent un chantier mobile d'intervention rapide, d'une durée inférieure à dix minutes par point de carottage, qui nécessite un empiètement ponctuel sur la chaussée ;

CONSIDÉRANT que la présence d'intervenants et de matériel sur la chaussée, même brève, expose les intervenants comme les usagers à un risque de collision, et qu'il y a lieu d'en encadrer les conditions afin d'assurer la sécurité de chacun et la bonne exécution des prélèvements ;

CONSIDÉRANT que la demande ne sollicite ni interdiction de circuler, ni interdiction de stationner, et que, compte tenu de la nature et de la durée des interventions, le maintien de la circulation dans les deux sens avec une largeur de voie suffisante constitue une mesure proportionnée à l'objectif poursuivi ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de garantir en toutes circonstances l'accès des riverains, le passage des véhicules de secours et de collecte des déchets, ainsi que la sécurité des piétons ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet et périmètre

La société DOMOBAT, ou toute entreprise mandatée par elle, est autorisée à réaliser des carottages dans l'enrobé de la chaussée de la ruelle Pierre Bot à Gondecourt, au droit de la zone d'intervention figurant sur le plan de situation joint à la demande, pour le compte d'ENEDIS Nord-Pas-de-Calais.

Article 2 – Mesures de circulation et de stationnement

Les interventions sont conduites en chantier mobile. Un empiètement ponctuel sur la chaussée est autorisé, strictement limité à l'emprise nécessaire aux opérations. La circulation est maintenue dans les deux sens et une largeur de voie suffisante au passage des véhicules est conservée en permanence.

La durée d'intervention ne peut excéder dix minutes par point de carottage. Dès la fin de chaque prélèvement, les véhicules et le matériel sont retirés de la chaussée. Si la largeur de voie ne peut être maintenue ou si un véhicule de secours se présente, les opérations sont immédiatement interrompues et la chaussée libérée.



Aucune interdiction générale de stationner ni de circuler n'est instituée. Le véhicule de l'entreprise ne peut stationner qu'aux seuls besoins de l'intervention, sans entraver l'accès aux propriétés riveraines.

Article 3 – Signalisation, accès et remise en état

La pose, le maintien et la dépose de la signalisation temporaire de chantier mobile sont assurés par le demandeur, sous sa responsabilité et à ses frais, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie) et aux prescriptions du présent arrêté.

L'accès des riverains, le passage des véhicules de secours et de collecte des déchets, ainsi que le cheminement des piétons, sont maintenus pendant toute la durée des interventions.

Chaque carottage est rebouché dès la fin du prélèvement et la chaussée est remise en état de propreté et de circulation. Les déchets issus des prélèvements sont évacués et traités conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 – Durée d'application

Le présent arrêté est applicable pour une durée de quinze (15) jours calendaires, du lundi 26 octobre 2026 au lundi 9 novembre 2026 inclus, de jour uniquement.

Le demandeur informe la mairie de Gondécourt 48 heures avant le début des interventions. Toute intervention en dehors de cette période est subordonnée à une nouvelle demande.

Article 5 – Exécution

Monsieur le Directeur Général des Services, l'Agent de Surveillance de la Voie Publique, les services techniques communaux et la société DOMOBAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 – Sanctions et responsabilité

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Le demandeur demeure seul responsable des dommages pouvant résulter de ses interventions, y compris vis-à-vis des tiers, et ce sous réserve des droits de ceux-ci.

Article 7 – Publicité, notification et recours

Le présent arrêté est affiché en mairie et notifié à la société DOMOBAT. Ampliation est adressée à ENEDIS Nord-Pas-de-Calais, au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et aux services techniques communaux.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, y compris par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur www.telerecours.fr.

Fait à Gondécourt, le 23 octobre 2026.
L'Adjoint au Maire,



Pierre-Eugène VANOOSTEN

